

Bénin : 350Africa.org honore les héros communautaires des énergies renouvelables

À l'occasion de la Semaine de l'Afrique, 350Africa.org a mobilisé les communautés pour célébrer les héros locaux des énergies renouvelables à travers les prix AfrikaVuka. Au Bénin cet événement a été célébré dans la matinée de ce vendredi 31 mai 2024 à l'American Corner de l'Université d'Abomey-Calavi.



Remise de trophée

L'événement selon Christian Hounkannou, Coordonnateur Afrique Francophone 350.org, consiste à remettre des prix aux lauréats gagnants de l'initiative pour récompenser les acteurs qui ont œuvré pour la promotion des énergies renouvelables, en développant ou en soutenant des projets communautaires sur le continent.

Le processus de sélection a commencé par une phase de nomination publique, au cours de laquelle les membres du public ont identifié des acteurs clés. Un comité a ensuite présélectionné les candidats les plus remarquables. Les lauréats se sont distingués par leur contribution à l'accès à

une énergie durable, équitable et abordable en Afrique. Dix personnes et organisations ont été honorées, représentant sept catégories et provenant de dix différents pays dont le Bénin.



Des acteurs communautaires du Bénin distingués

Une personne et une organisation ont été récompensées au Bénin pour leurs contributions remarquables dans le domaine des énergies renouvelables. Il s'agit de Antoine Mahutin Salako, technicien supérieur en énergie renouvelable et système énergétique dans la catégorie Solar Orisha, et du Cercle des Grands Pionniers (CGP). Dans la catégorie des Eco-Enablers

Antoine Mahutin Salako a été distingué pour son initiative de distribution de kits solaires dans les zones reculées, améliorant ainsi l'accès à l'énergie à travers tout le Bénin. De son côté, le Cercle des Grands Pionniers a fourni des services de dépannage et d'installation d'énergies renouvelables décentralisées et abordables, grâce à des compétences techniques spécifiques.

Antoine Salako a exprimé sa joie : « *Je suis content d'avoir reçu ce trophée. Je vais mettre les bouchées doubles pour dépasser le niveau actuel.* » Mathias Kpetehoto du CGP a également partagé son émotion : « *Je suis très ému car nos efforts ont été reconnus par 350.org. Notre projet a mis en lumière les personnes sans voix qui, bien qu'elles soient dans l'obscurité, font beaucoup d'efforts pour s'en sortir grâce au dépannage et au montage des équipements d'énergie solaire.* »

Tout comme au Bénin, plusieurs personnes et organisations ont été honorées au Cameroun, au Sénégal, en Ouganda, au Ghana, au Nigéria et en Afrique du Sud.



Cette cérémonie a également été l'occasion de partager le Kit Our Own Power. Christian Hounkannou a profité de l'événement pour rappeler aux jeunes participants les opportunités de renforcement des capacités en matière de plaidoyer, de mobilisation, d'engagement et de recherche de financement en utilisant cet outil.

« *Nous avons le pouvoir d'exiger de nos décideurs la*

promotion, le développement et le financement des énergies renouvelables. »

Pour Christian Hounkannou, 350.org développe une nouvelle stratégie pour promouvoir les solutions climatiques, la technologie et la finance climatique. Il entend continuer à mobiliser, plaider et engager pour la promotion des énergies renouvelables. Tout en encourageant les jeunes à rejoindre le mouvement 350.org, Christian Hounkannou invite les jeunes à se tourner vers les formations et métiers du secteur des énergies renouvelables.

Ainsi, l'édition 2024 de la Semaine de l'Afrique a été marquée au Bénin par cette activité de partage, de coworking et de reconnaissance des champions de l'énergie renouvelable.

Megan Valère SOSSOU



L'appel à l'action de Landry Ninteretse, Directeur régional de 350Africa.org

« Ces prix mettent en lumière le mouvement croissant en faveur des énergies renouvelables qui s'enracine en Afrique sous l'impulsion des populations. Les communautés rejettent activement les combustibles fossiles et adoptent le développement de systèmes d'énergie renouvelable sûrs, fiables et décentralisés. Grâce aux efforts concertés de toutes les parties prenantes, un avenir alimenté par les énergies renouvelables, avec un accès universel à l'énergie propre, est à portée de main. L'Afrique peut contribuer de manière significative à l'objectif mondial de tripler la capacité des énergies renouvelables si les gouvernements et les institutions financières accordent la priorité aux initiatives en matière d'énergies renouvelables et fournissent le financement nécessaire pour soutenir le développement des énergies renouvelables et une transition équitable vers l'abandon des combustibles fossiles. Pour faire face à la crise climatique et répondre à nos besoins énergétiques en Afrique, il faut investir massivement dans les énergies renouvelables et mettre en place un cadre réglementaire favorable. »

Accès à l'énergie dans l'espace CEDEAO: Des avancées vers la durabilité

énergétique

En 2013, lors de la 43ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, les États se sont engagés à un accès universel aux services énergétiques propres, abordables et durables pour l'ensemble de leurs populations à l'horizon 2030. Une décennie après et dans un [rapport](#) publié en décembre 2023, la Commission de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) dresse un bilan exhaustif des avancées et des défis en matière d'énergie au sein de la sous-region ouest-africaine.



Selon Bayaornibè DABIRE, Directeur de l'Énergie et des Mines de la Commission de la CEDEAO, cette publication de la Direction de l'Énergie et des Mines de la CEDEAO présente les chiffres clés sur l'énergie dans l'espace CEDEAO. L'édition 2023 fournit des données sur l'approvisionnement, la transformation, la consommation d'énergie, les échanges d'énergie et les principaux indicateurs environnementaux et de développement durable jusqu'à l'année 2021 a-t-il indiqué.

Ce rapport met en lumière la diversification de l'approvisionnement énergétique de la CEDEAO. Il s'agit de la biomasse énergie, du pétrole brut et ses dérivés, du gaz naturel, de l'hydroélectricité, du charbon minéral, du solaire, et d'autres sources. En 2021, cet approvisionnement est estimé à 145 785 ktep, avec une prédominance écrasante de la biomasse énergie, représentant près de 61% du total, suivi de l'hydroélectricité à 1,4% et des importations d'électricité à 0,1%.

Approvisionnement, Production, Transformation et Consommation de l'énergie en Afrique de l'ouest

Entre 2010 et 2021, l'approvisionnement total en énergie a augmenté de manière significative, passant de 103 199 ktep à 145 785 ktep. La progression la plus remarquable a été observée dans le secteur de l'énergie solaire photovoltaïque, avec une croissance moyenne annuelle de 48%, permettant une augmentation de la production d'électricité de 18 GWH à 1 500 GWH en 2021.

En ce qui concerne la production d'énergie électrique en 2021, le gaz naturel est en tête avec 42%, suivi des produits pétroliers à 37%, de l'hydroélectricité à 19%, et du solaire photovoltaïque à 1%.

La production de charbon de bois reste significative dans certains pays de la CEDEAO, avec une augmentation observée ces dernières années. La Guinée, le Libéria et le Togo se

distinguent en produisant plus de charbon de bois par habitant que les autres pays, avec une moyenne de 52 kg par habitant dans l'espace CEDEAO.

En ce qui concerne la consommation d'énergie, les secteurs résidentiel et des transports sont les plus gros consommateurs dans la CEDEAO, tandis que l'agriculture en est le secteur le moins consommateur.

Accès à l'énergie et défis environnementaux

Entre 2018 et 2021, la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité a augmenté de 3,3% par an, témoignant d'une tendance positive vers la durabilité énergétique. En termes d'accès à l'électricité, certains pays comme le Cap-Vert, le Mali, la Gambie, le Nigéria, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal se démarquent en offrant un meilleur accès à l'électricité que d'autres dans l'espace CEDEAO.

Le secteur des transports, en particulier le transport routier, demeure la principale source d'émissions de CO2 dans la CEDEAO, représentant environ 46% des émissions totales. Cette réalité souligne l'urgence d'adopter des politiques et des pratiques plus durables pour atténuer l'impact environnemental de cette sous-région dynamique mais confrontée à des défis énergétiques majeurs.

Sédiko DOUKA, Commissaire chargé des Infrastructures, de l'énergie et de la digitalisation, Commission de la CEDEAO pense que la décennie entamée est importante car elle doit servir de boussole et permettre de faire les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs fixes au regard de l'engagement pris par les Etats pour assurer l'accès à l'énergie de leurs population.

Megan Valère SOSSOU

COP 28: Un pas vers la bonne direction

Le texte final du sommet climatique de Dubaï mentionne pour la première fois une transition « hors des énergies fossiles ». Certes un pas vers dans la bonne direction, mais qui reste de loin insuffisant pour répondre à l'urgence et gravité de la crise climatique en particulier pour les pays vulnérables.



Les dirigeants du monde entier ont finalement convenu que le monde devait abandonner les combustibles fossiles pour éviter un changement climatique catastrophique, après 30 ans d'intenses et pénibles négociations. Cette concession a été obtenue à l'arrachée devant le tollé qu'avait suscité le précédent draft qui ne reconnaissait pas explicitement la nécessité de s'éloigner des combustibles fossiles. Le *Global Stocktake*, quoique salué par les uns d' 'historique', n'évoque cependant pas de « sortie » du pétrole, du gaz et du charbon, ce que réclame le mouvement climatique mondial depuis des

décennies.

Cette petite victoire marque toutefois le début de la fin. Désormais, les dirigeants du monde ont brisé le tabou. Le texte final nomme clairement le mal, quoi qu'il se contente d'appeler d'appeler à « *transitionner hors des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques, d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action dans cette décennie cruciale, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 conformément aux préconisations scientifiques* ». L'ère des fossiles approche à grands pas. Une scénario qui n'aurait pas été possible n'eut été la grande mobilisation du mouvement climatique qui s'est battu jusqu'au bout, à la COP, mais aussi dans les semaines qui ont précédé cette conférence.

Doit-on alors se réjouir des résultats de cette cop? Pas vraiment. En tant qu'African, nous nous attendions à ce que la COP 28 démontre, à tout le moins, son engagement à rectifier le tir et à tracer la voie vers une élimination complète de tous les combustibles fossiles, un avenir durable construit sur les énergies renouvelables, un financement ambitieux et contraignant pour l'adaptation et des engagements clairs en matière de transfert de technologie de la part des pays riches.

Should we then rejoice in the results of this conference? Not really. As an African, we expected COP 28 to demonstrate commitment to course correcting and charting a path to a complete phase out of all fossil fuels, a sustainable future built on renewables, ambitious adaptation finance and clear technology transfer commitments by rich nations.

Même si le compromis de Dubaï mentionne la transition hors des énergies fossiles, il ne fait aucune référence au soutien nécessaire aux pays en développement pour entreprendre cette transition énergétique. Qui va payer la facture de cette transition? Est-il juste et réaliste d'attendre des pays en développement qu'ils supportent le fardeau de cette transition

sans accompagnement financier conséquent? Les questions de financement ont été depuis longtemps au cœur des négociations climatiques et ont causé une énorme frustration pour les pays africains qui avaient adopté en septembre dernier la Déclaration de Nairobi, un texte sanctionnant le premier Sommet africain sur le climat. L'Afrique, qui subit de plein fouet les ravages de la crise climatique, réclame l'augmentation de « la capacité de production d'énergies renouvelables de l'Afrique de 56 gigawatts en 2022 à au moins 300 gigawatts d'ici à 2030 », ainsi qu'une réforme en profondeur d'un nouveau mécanisme de financement adapté aux besoins de l'Afrique, y compris la restructuration et l'allégement de la dette. Cet objectif n'a pas été atteint à Dubaï.

Nul n'a besoin de rappeler la contribution insignifiante voire nulle du continent dans la crise en cours, d'où le texte final laisse un goût amer du point de vue de la justice climatique. Pour des millions d'Africains, la crise climatique affecte tous les aspects de la vie – de l'alimentation au logement, en passant par l'accès à l'eau potable et à une énergie propre. D'où le soutien au triplement des énergies renouvelables avait suscité l'optimisme et dynamisé les communautés qui se sont mobilisés en masse ces dernières semaines pour appeler à un déploiement rapide et à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique.

Pour véritablement assurer la justice climatique, les plus grands pollueurs doivent prendre le leadership et faire leur part du sacrifice en vue d'une élimination progressive de tous les combustibles fossiles tout en accélérant les financements destinés au triplement des énergies propres d'ici 2030 et au doublement de l'efficacité énergétique. Ces deux objectifs sont intimement liés et représentent l'unique voie de survie pour les populations du Sud Global. Une fois de plus, l'accord de Dubaï n'a pas présenté une voie claire, soutenue par un cadre juridique et un calendrier de mise en œuvre.

L'histoire retiendra que COP 28 aura été un moment de vérité pour l'industrie des combustibles fossiles, après des décennies de mensonges et de manipulations. Il ne fallait pas s'attendre à ce que la fin de l'ère des combustibles fossiles soit prononcée par ses premiers bénéficiaires. Il y avait au moins 2 456 lobbyistes des énergies fossiles à cette COP qui ont tout fait pour influencer l'accord final. Jusqu'à la dernière heure de la COP, l'on aura aussi vu la puissance de mobilisation et de pression de la société civile, du mouvement climatique, des peuples autochtones et des leaders progressistes qui ont démontré leur puissance pour maintenir les intérêts et l'avenir des plus vulnérables et des sans-voix au centre des négociations climatiques. Au cours des deux prochaines années menant à la COP 30, au Brésil, nous resterons sur cette lancée pour exiger encore plus farouchement la justice climatique. A luta continua!

□ ***Landry Ninteretse, Directeur Régional, 350Africa.org***